

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Au seuil d'une ère nouvelle (*Amédée Dunois*). — Ce qu'il y a d'immortel dans la Révolution Russe (*G. Zinoviev*). — La situation économique de la Révolution des Soviets (*L. Trotsky*). — L'Internationale Communiste contre la guerre (*W. Stoecker*). — La Révolution d'octobre (*V. Mirochcosky*).

La Tchèque aux prises avec la contre-révolution (*N. Achmarine*). — La question coloniale et la thèse algérienne. — La nouvelle Fédération des Républiques Socialistes-Soviétiques (*Frida Rubiner*). — A travers la Presse Communiste (*A. Milu*). — La C. E. de l'Internationale Communiste des Jeunes.

Au seuil d'une ère nouvelle

QUEL ennui que nous ne puissions donner ici un compte rendu analytique des deux séances de bon et utile travail qu'a tenues dimanche, à Boulogne-sur-Seine, le Conseil national du Parti Communiste ! Les camarades y trouveraient, mieux que dans mes appréciations cursives de témoin attentif, les plus sérieuses raisons d'avoir pleine confiance en l'avenir de l'Internationale en France.

Il y a bien des années que je suis les grandes assemblées du Parti. On n'en sort pas toujours très fier des autres et de soi-même ; on en sort parfois — comme ce fut le cas du Congrès de Paris — plein d'appréhension et d'angoisse. Je suis sorti du Conseil national de Boulogne, ayant en moi la certitude joyeuse que notre Parti Communiste, après la longue crise qu'il vient de traverser, se trouve en pleine convalescence et qu'il sera bientôt en état de participer étroitement à l'action générale de l'Internationale : action de force et de combat d'abord, action de travail et de pensée ensuite. Allons ! C'est notre pain bis que nous aurons mangé le premier...

La salle des fêtes de Boulogne regorgeait d'une foule de délégués et d'auditeurs, écoutant, dans un beau silence, les explications de nos rapporteurs. Ah ! que nous étions loin des joutes oratoires (ou pseudo-oratoires !) auxquelles nous avons été trop longtemps habitués ! L'éloquence, il semblait positivement que, docile au conseil du poète, on lui eût « tordu son cou... » Nos rapporteurs s'étaient réparti la charge de rendre compte du IV^e Congrès mondial, et ils l'ont fait avec une préci-

sion, une franchise, une simplicité qui furent unanimement appréciées. Le Congrès mondial s'éclairait pour nous tous à la lumière de leurs paroles ; il nous apparaissait tel qu'il a véritablement été : non pas comme une suite confuse et brouillonne de bavardages académiques et parlementaires dont il ne peut sortir que du vent, mais comme un grand acte de réflexion, de critique et de prévision révolutionnaires, une sorte de conseil de guerre tenu, entre deux batailles, par les représentants du prolétariat le plus avancé des deux mondes, en vue d'examiner librement les opérations de la veille, de confronter les fautes commises et les résultats obtenus, et de tracer le plan des prochaines campagnes.

Le Conseil national a approuvé unanimement l'œuvre du IV^e Congrès. Il a, à l'unanimité aussi, ratifié le choix qui avait été fait à Moscou, par toute la délégation française, des hommes de confiance auxquels incombera désormais la direction du Parti. Les traces du Congrès de Paris ont été effacées. Les tendances — ou, du moins, ce qui subsistait d'elles, après les épurations qu'elles ont, toutes les trois, eu à subir depuis la mi-décembre — se sont rapprochées et unies en vue du travail commun qui sollicite la coopération et le concours de tous. Ce n'est plus d'après la tendance, mais à la mesure de l'action qu'on jugera désormais les meilleurs révolutionnaires et que, si je puis dire, l'Internationale reconnaîtra les siens.

Le prolétariat, lui, a compris la leçon des derniers événements. Tandis que le Comité de pseudo-défense communiste, s'associe — com-

me le paralytique à l'aveugle — aux pseudo-syndicalistes du « Pacte », adversaires acharnés et d'ailleurs totalement stupides de la Dictature du prolétariat et de la Révolution soviétique, on nous signale, de part et d'autre, que d'authentiques syndicalistes révolutionnaires qui s'étaient, au moment de Tours, malgré l'entraînement général, prudemment abstenus d'entrer dans le Parti, viennent de lui donner enfin leur adhésion. La brusque défection de Frossard, la mise hors de l'*Humanité* des éléments suspects et troubles qui s'y étaient glissés au lendemain même de Tours, ont eu raison, cette fois, de leurs justes hésitations. Les syndicalistes révolutionnaires sentent que nous nous dirigeons infailliblement vers le parti véritablement révolutionnaire, véritablement

ouvrier, véritablement communiste que sollicitaient les 21 conditions. Le jour où communistes et syndicalistes opéreront une fusion que rend à peu près inévitable l'évolution de la société bourgeoise (où fonctions gouvernementales et fonctions capitalistes, politique et économie, Etat et classes dirigeantes tendent à ne faire qu'un tout), ce jour marquera pour le Parti Communiste le commencement d'une ère nouvelle.

Amédée DUNOIS.

Le citoyen Brodel, cité dans mon dernier article comme un de ceux qui, de gré ou de force, ont abandonné récemment le Parti Communiste, m'écrit qu'il est toujours membre du Parti. Dont acte.

Ce qu'il y a d'immortel dans la Révolution russe

Dans le journal *la Commune*, un des plus importants de la Commune de Paris, il a été dit, au sujet de l'insurrection des communards parisiens, qu'il ne s'agissait pas, dans la Commune, d'une « république », mais d'une « révolution ». Cette pensée est remarquablement juste, et ces mots sont d'autant plus dignes d'attention qu'ils ont été écrits le 31 mars 1871, c'est-à-dire quinze jours après le commencement de l'insurrection. Certes, ce n'était pas une « république », mais une « révolution » ! Ce n'était pas un changement bourgeois et républicain, mais le début d'une révolution prolétarienne. C'était un mouvement qui, pour la première fois, a mérité véritablement, par son essence et par sa valeur historique, le nom glorieux de *révolution*.

Si ceci est juste par rapport à la Commune de Paris, c'est d'autant plus juste par rapport à la Grande Révolution russe. En faisant notre bilan le jour du cinquième anniversaire du pouvoir des Soviets, nous pouvons répéter avec fierté, au sujet de notre révolution, les mots du journal parisien : « Il ne s'agit pas, chez nous, en Russie, d'une « république », mais d'une « révolution ».

« La tradition fut brisée. Quelque chose d'inattendu arriva. Il n'y eut dans le gouvernement aucun membre des classes dominantes. » C'est ainsi qu'Arthur Arnould caractérise en substance la Commune de Paris. Et P. L. Lavrov écrit, dans son livre connu, *la Commune de Paris* :

« La révolution de 1871 a décidé, pour la première fois dans l'histoire, d'appeler dès le début, à sa tête, des « hommes inconnus », sortant du peuple. La Commune de Paris de 1871 était la première organisation sociale, à la tête de laquelle se trouvaient Frankel, Varin, Teiss, Pindy et d'autres travailleurs manuels ; et malgré toutes les fautes qu'ils aient pu commettre, malgré toutes les imperfections de l'administration de la Commune, ils ont apporté la preuve que la classe ouvrière pouvait fournir des hommes capables de

diriger les affaires sociales et qui ne s'en acquittent pas plus mal que les intellectuels, qui ont considéré jusqu'à présent l'administration comme leur spécialité... Si nous comparons la législation de la Commune avec les décrets votés par les Parlements et les ministères remplis d'hommes triés sur le volet, dressés au point de vue politique, nous pouvons dire qu'elle ne mérite aucun blâme : les relieurs, les serruriers et les orfèvres se sont montrés, sous ce rapport, aussi capables que les élèves de différents lycées et écoles spéciales, éduqués parmi les spécialistes et les politiciens. Pendant la courte période de son existence, la Commune de Paris a détruit l'illusion, suivant laquelle le développement bourgeois présente un avantage dans l'administration des affaires publiques... Les grandes journées de mars 1871 ont été en même temps les premières durant lesquelles le prolétariat, non seulement faisait la révolution, mais était encore à sa tête. C'était la première révolution du prolétariat ».

Les paroles d'Arnould et de Lavrov, que nous venons de citer, définissent ce qu'il y a d'immortel dans la Commune de Paris.

Mais c'est avec un droit égal que notre Grande Révolution prolétarienne en Russie peut appliquer ces paroles à elle-même ! La différence entre la Commune et le pouvoir des Soviets en Russie, c'est celle qui distingue l'enfance de l'âge mûr. La Commune de Paris a existé 72 jours et a été étouffée dans le sang de ses meilleurs fils. La révolution victorieuse en Russie fête son cinquième anniversaire dans les conditions qui donnent l'entière garantie que les temps les plus durs sont passés et que la victoire définitive de la classe ouvrière est assurée sans conditions.

Il y a dans la Grande Révolution russe beaucoup de choses provisoires, accidentelles et dures. C'est ainsi qu'un fleuve puissant qui roule ses ondes, charrie des débris, de la boue et des cadavres. Mais il y a aussi, dans la Révolution prolé-

tarienne russe quelque chose qui, sans conteste, est éternel et immortel.

Qu'est-ce cela ?

Ce qu'il y a d'immortel dans notre révolution, c'est, avant tout, ce qu'elle marque la renaissance des masses populaires. Notre Révolution est grande, parce qu'elle a détruit le fétiche de l'Etat bourgeois. La rafale de la Révolution a arraché les voiles mystiques qui recouvraient, devant les yeux du peuple, le mystère du pouvoir. Les masses ouvrières de la Russie ont vu de leurs propres yeux comment est fait l'Etat et comment on crée un gouvernement. Et quelque dur que fût parfois le sort de nos masses ouvrières pendant ces cinq années, un sentiment est resté vivant chez elles : les masses sentent qu'elles créent leur pouvoir nouveau, qu'elles détiennent ce pouvoir et ne sont plus l'objet sur lequel ce pouvoir s'exerce.

Depuis cinq ans, des « hommes inconnus » gouvernent un sixième du globe : la Russie. « Les relieurs et les serruriers » détiennent le pouvoir dans les fabriques et les usines, dans les mines et les chemins de fer, dans les cantons et dans les arrondissements et dans les départements, dont quelques-uns étaient, par leur étendue, des Etats entiers, et dans la Russie tout entière.

Combien s'est-on moqué de la phrase célèbre du camarade Lénine, suivant laquelle la Révolution prolétarienne enseignait à chaque cuisinière l'art de diriger l'Etat ! Regardez autour de vous, Thomas incroyables ! Cette prophétie ne s'est-elle pas réalisée ? N'est-ce pas « aussi les travailleurs manuels », pour dire comme Lavrov, qui dirigent notre Etat ? Qui fait partie de nos Soviets, sinon les travailleurs manuels ?

« Mais il n'y a pas de Soviets en Russie ! » s'écrient les mencheviks et les autres alliés de la bourgeoisie, sur tous les carrefours. A les en croire, nos Soviets n'existent que dans notre imagination...

Pas de Soviets ? Ils le disent parce que nos Conseils d'ouvriers ne ressemblent point au Parlement bourgeois, et c'est ce dernier qui est leur idéal, au-dessus duquel il n'y a rien.

Pas de Soviets ? C'est ce qu'on nous dit le jour du cinquième anniversaire du pouvoir des Conseils, après que les Soviets sont devenus la vie même, la chair et le sang de notre peuple.

Pas de Soviets ! Que n'étudient-ils pas, ces messieurs, au moins les dernières élections au Soviet de Petrograd, élections auxquelles ont participé, dans cette grande cité prolétarienne ressuscitée, tous les ouvriers, toutes les cuisinières, toutes les jeunes prolétariennes, sans aucune exception.

Ce qu'il y a d'immortel dans la Révolution russe, c'est le fait que les masses populaires, que des millions et des millions de producteurs ont changé en créateurs véritables de l'Etat. C'est ce qu'a fait la Russie nouvelle ; elle a réveillé les sources inépuisables de l'énergie humaine, elle a formé une génération nouvelle de la jeunesse et éveillé, chez nos prolétaires, l'audace et le courage dont le monde n'a pas encore connu de pareils. Certes, dans les révolutions passées, plus d'une fois on avait abattu les trônes, mais c'est pour la première fois que le trône de la bourgeoisie a été détruit jusqu'au fond, en Russie. C'est pour la première fois dans l'histoire de l'humanité que se maintient, que vit et se développe, au grand effroi de ses ennemis, non pas une « république » dans le sens bourgeois du mot, mais une « révolution », la Grande Révolution prolétarienne...

Dans de nombreux pays d'Europe et d'Amérique, où le mouvement ouvrier est beaucoup plus développé, les travailleurs sont plus instruits et mieux

éduqués que nos ouvriers russes. Mais nos prolétaires russes, le jour du cinquième anniversaire du pouvoir des Soviets, ont un avantage sur leurs frères, les ouvriers de tous les autres pays du monde. Cet avantage consiste dans le fait que nos ouvriers ont derrière eux l'expérience pratique de la première Révolution prolétarienne. Sous ce rapport, ils ont dépassé de leur tête entière les autres ouvriers du monde. Dans les yeux de la tisseuse russe la plus arriérée, dans ceux d'un simple journalier, aussi bien que dans le regard d'un jeune ouvrier, qui n'est pas encore sorti au delà des murs de son école de fabrique, vous pourriez apercevoir, si en général vous saviez regarder, une étincelle particulière que vous ne trouverez pas, que vous ne pourrez pas trouver dans les yeux des ouvriers des autres pays, qui n'ont pas encore fait de révolution prolétarienne. Ce « quelque chose », cette étincelle, c'est la victoire de la Révolution prolétarienne qui l'a allumé. Ce « quelque chose » exprime toute la réalité des grandes années de la Révolution, ainsi que l'héroïsme des événements colossaux de ces années de calvaire. Ce sont eux, les ouvriers et ouvrières éprouvés de Russie, qui ont tous vu et vécu ces événements et qui ont renversé la bourgeoisie. Sous ce rapport, les ouvriers russes sont les aînés des ouvriers dans le monde bourgeois tout entier, ce qui n'empêche pas que les travailleurs des pays plus avancés ne dépassent sous maints rapports le prolétariat russe quelque temps après leur victoire sur la bourgeoisie de leurs pays.

C'est dans ce « quelque chose » que git l'immortalité de la Révolution russe, que seuls les hommes sont incapables de voir, dont le cœur est pareil à un mécanisme sans vie.

Concluons : le prolétariat russe a fait cet essai pratique comme avant-garde du mouvement ouvrier international. C'est ce fait qui a donné à l'ouvrier russe dans le courant de ces années la force nécessaire pour diriger l'Internationale Communiste tout entière.

Laquelle des deux sert l'autre ? La Russie des Soviets est-elle au service de la Révolution mondiale ou bien la Révolution mondiale au service de la Russie des Soviets ? Le pouvoir des Soviets sert-il l'Internationale Communiste, ou bien est-ce l'Internationale Communiste qui sert le pouvoir des Soviets ? Nos ennemis n'ont jamais cessé de s'intéresser à cette question, les uns l'ont traitée, mais par leurs sentiments de fourbes, les autres, tout simplement, par bêtise. Imbéciles ! Laquelle de deux choses « sert » l'autre ? Les fondations de la maison sont-elles au service du toit, ou bien est-ce le toit qui sert les fondations ? Trouvez un peu une réponse à cette devinette !

La modeste tentative des communards parisiens a une signification pratique énorme et elle s'est rendue immortelle, parce que la Commune avait donné, pour la première fois, l'exemple aux producteurs du monde entier, comment on renverse la bourgeoisie. L'essai titanique de la Révolution bolcheviste, qui dure depuis cinq ans, a rendu l'insurrection des ouvriers russes immortelle dans une mesure incomparablement plus grande. La Révolution prolétarienne russe, quoi qu'en puissent dire les sceptiques et les hommes de peu de foi, vit dans le cœur des ouvriers du monde entier, leur montre l'exemple, les appelle aux actes héroïques, leur donne l'espoir et leur sert d'étoile qui guide leurs pas.

En un mot : ce qu'il y a d'immortel dans la Révolution russe, c'est qu'elle est le début de la Révolution universelle.

G. ZINOVIEV.

La situation économique de la Russie des Soviets ⁽¹⁾

1. Les voies du développement économique de la Russie des Soviets doivent être appréciées et comprises par les ouvriers conscients du monde entier, aussi bien du point de vue des destinées de la première république ouvrière du monde, de sa solidité, de sa stabilité, de l'augmentation de sa prospérité, de ses progrès vers le socialisme, que du point de vue des enseignements et des déductions qui découlent de l'expérience russe pour le travail économique positif du prolétariat des autres pays, une fois le pouvoir politique conquis par lui.

2. Les méthodes et la vitesse de l'édification économique du prolétariat vainqueur sont déterminées :

a) Par le niveau du développement des forces productrices dans l'ensemble de l'économie et dans chacune de ses branches et surtout par la relation entre l'industrie et l'économie paysanne ;

b) Par le niveau de culture et d'organisation du prolétariat, en tant que classe dirigeante ;

c) Par la situation politique découlant de la conquête du pouvoir par le prolétariat (résistance des classes bourgeoises renversées, attitude de la petite bourgeoisie et des paysans, amplitude et caractère plus ou moins dévastateur de la guerre civile, interventions militaires extérieures, etc.).

Il va de soi que plus sont élevés le niveau des forces productrices du pays et le niveau de culture et d'organisation du prolétariat, plus est faible la résistance des classes renversées, et plus est égale, systématique, rapide et couronnée de succès la transformation par le prolétariat vainqueur de l'économie capitaliste en économie socialiste.

Par suite d'une combinaison originale de conditions historiques, le premier pays entré dans la voie du socialisme a été la Russie, pays économiquement retardataire quoique possédant une industrie hautement centralisée dans ses branches principales, pays dont les masses paysannes et ouvrières étaient arriérées au point de vue de la culture et de l'organisation, quoique possédant une avant-garde prolétarienne, douée de hautes qualités politiques révolutionnaires.

Ces contradictions dans la structure économique sociale et politique de la Russie et le fait que la République des Soviets, dès le premier jour de son existence, est restée et reste encore dans un encerclement capitaliste, déterminent les destinées de l'édification économique du gouvernement ouvrier et paysan, les détours de cette édification et

le sens de la « Nouvelle politique économique » actuelle.

3. L'expropriation totale non seulement de la grosse et de la moyenne, mais aussi de la petite bourgeoisie urbaine et rurale, était une mesure non pas économiquement rationnelle, mais politiquement nécessaire. Vu la continuation de la domination capitaliste sur l'ensemble du monde, la bourgeoisie russe, non seulement la grosse, mais aussi la petite, ne voulait pas croire à la stabilité de l'Etat ouvrier et servait de réservoir à la contre-révolution agrarienne et bourgeoise. Dans ces conditions, on ne pouvait briser la résistance de la contre-révolution et sauvegarder le pouvoir des Soviets que par une expropriation totale de la bourgeoisie et des riches paysans. C'est seulement cette politique décidée et sans merci qui, plaçant la masse oscillante des paysans devant la nécessité de choisir entre la restauration de la grosse propriété foncière d'une part et l'Etat ouvrier d'autre part, a assuré la victoire à ce dernier.

4. L'Etat ouvrier s'est trouvé par conséquent, dès ses premiers pas, posséder toutes les entreprises industrielles, même les plus petites. La corrélation interne des diverses branches d'industrie, y compris en premier lieu les branches essentielles, avait déjà été complètement violée et défigurée par la réorganisation de l'industrie pendant la guerre et pour la guerre. Le personnel directeur de l'appareil administratif économique était soit parmi les émigrés, soit dans les troupes blanches ou bien, au service des Soviets, en train de saboter.

La conquête et la conservation du pouvoir par la classe ouvrière fut achevée au prix de la destruction rapide et impitoyable de tout l'appareil bourgeois d'administration économique, du haut en bas, dans chaque entreprise séparément et dans tout le pays à la fois.

Voilà les conditions dans lesquelles s'est formé ce qu'on a appelé « le communisme de guerre ».

5. La préoccupation la plus urgente du nouveau régime était de ravitailler les villes et l'armée. Déjà, la guerre impérialiste avait fait abolir le commerce libre des blés et adopté le système du monopole. Ayant détruit, sous la pression des nécessités de la guerre civile, toutes les organisations du capital commercial, l'Etat ouvrier ne pouvait naturellement pas commencer par remettre en vigueur la liberté du commerce des blés. Il fut obligé de remplacer l'appareil commercial détruit par un appareil d'Etat basé sur l'enlèvement forcé de l'excédent des exploitations paysannes.

La répartition des vivres et autres produits de

(1) Les présentes thèses sont un canevas du rapport présenté par moi au IV^e Congrès de l'Internationale Communiste sur la situation économique de la Russie des Soviets et les perspectives de la Révolution mondiale. — L. T.

consommation prit la forme d'une ration d'Etat égalisée presque indépendamment de la qualification et du rendement du travail. Ce « communisme » fut avec raison appelé « communisme de guerre », non seulement parce qu'il remplaçait les méthodes économiques par des méthodes militaires, mais aussi parce qu'il servait au premier chef des buts militaires. Dans les conditions qui s'étaient créées, il ne s'agissait pas d'assurer le développement systématique de l'économie, mais bien le ravitaillement des armées et de sauver de la mort par la famine la classe ouvrière. Le communisme de guerre, c'est le régime d'une forteresse assiégée.

6. Dans le domaine industriel, on créa, basé sur les syndicats et avec leur aide, un grossier appareil centralisé, dont le but immédiat consistait à extraire de l'industrie définitivement désorganisée par la guerre, la révolution et le sabotage, ne fût-ce qu'un minimum des produits nécessaires avant tout pour la continuation de la guerre civile. On obtenait une apparence d'unité de plan en n'employant qu'une partie infime des forces de production existantes.

7. Si la victoire du prolétariat russe avait été rapidement suivie de la victoire du prolétariat occidental, cela aurait non seulement extrêmement réduit la guerre civile en Russie, mais encore ouvert au prolétariat russe de nouvelles possibilités d'organisation et de technique, en établissant un lien indissoluble entre l'économie de la Russie des Soviets et l'économie plus développée des autres pays prolétariens. Dans ce cas, le passage du « communisme de guerre » au socialisme authentique se serait opéré sans aucun doute dans un délai plus bref et sans les secousses et les reculs que la Russie prolétarienne a eue à traverser par suite de son isolement cinq ans durant.

8. La retraite économique, ou mieux la retraite politique sur le front économique, devint tout à fait inévitable dès qu'il apparut nettement que la Russie des Soviets devrait construire son économie par ses propres moyens, par ses seules forces techniques et organisatrices, dans le courant de la période plus ou moins longue que nécessiterait la préparation du prolétariat occidental à la conquête du pouvoir.

Les événements contre-révolutionnaires de février 1921 montrèrent l'urgence d'une adaptation plus complète des méthodes économiques de l'édification socialiste aux besoins de la classe paysanne. Les journées révolutionnaires de mars 1921 en Allemagne montrèrent l'urgence d'une « retraite » politique dans le sens d'une lutte préparatoire pour la prise du pouvoir par la majorité de la classe ouvrière. Ces deux retraites, dont les dates coïncident, sont, comme il a été dit plus haut, en étroite corrélation. Ce sont, si l'on veut, des retraites, dans ce sens conventionnel qu'ici et là avait apparu avec une entière netteté la nécessité de passer par une certaine période préparatoire, de nouvelle orientation économique en Russie, de lutte pour les revendications transitoires et pour le front unique en Occident.

9. L'Etat soviétique passa des méthodes du communisme de guerre à celles du marché. Il remplaça l'enlèvement des excédents par l'impôt en

nature, en permettant aux paysans de vendre en toute liberté leurs excédents sur le marché ; la circulation monétaire fut reconstituée et des mesures prises pour stabiliser le rouble, les entreprises de l'industrie d'Etat furent placées sur le pied commercial et les salaires mis en rapport avec la qualification et le rendement ; un grand nombre de petites et moyennes entreprises industrielles furent louées à ferme à des entrepreneurs privés. La renaissance du marché, de ses méthodes et de ses institutions constitue précisément l'essence de la « nouvelle politique économique ».

10. Après cinq ans d'existence de la République des Soviets, son économie peut être, *grosso modo*, caractérisée comme suit :

a) Toutes les terres appartiennent à l'Etat, près de 95 % des terres labourables se trouvent en la jouissance économique des paysans, qui versent à l'Etat un impôt en nature se montant cette année à plus de 300 millions de pouds de seigle, sur une récolte qui s'est élevée à près des trois quarts de la moyenne des récoltes d'avant-guerre ;

b) Tout le réseau de voies ferrées (plus de 63.000 kilomètres) est propriété de l'Etat. Avec plus de 800.000 employés et ouvriers, il fournit actuellement le tiers environ du travail qu'il fournissait avant la guerre ;

c) Toutes les entreprises industrielles appartiennent à l'Etat. Les plus importantes de ces entreprises, au nombre de plus de 4.000, avec près d'un million d'ouvriers, sont exploitées par l'Etat à son propre compte. Près de 4.000 entreprises de deuxième et de troisième ordre, avec environ 80.000 ouvriers, sont louées à ferme. Les entreprises d'Etat emploient en moyenne 207 ouvriers chacune. Les entreprises affermées, 17 ouvriers. Toutefois, près d'une moitié seulement des entreprises affermées se trouvent entre les mains d'entrepreneurs privés. L'autre moitié est louée par diverses institutions d'Etat et par des coopératives ;

d) Le capital privé se forme et opère aujourd'hui principalement dans le commerce. D'après des évaluations très approximatives et incertaines, le capital privé possède près de 30 % de la circulation commerciale, les autres 70 % sont formés par des sommes appartenant à des organes de l'Etat et à la coopération, qui est étroitement liée à l'Etat ;

e) Le commerce extérieur, qui se monte cette année au quart du commerce extérieur d'avant-guerre en ce qui concerne l'importation et, à 1/20 en ce qui concerne l'exportation, est concentré en son entier entre les mains de l'Etat.

11. Le communisme de guerre, avec son système très grossier de recensement et de répartition, est remplacé, sous le régime de la nouvelle politique, par les méthodes du marché : achat et vente, calculation commerciale, concurrence. Mais, sur ce marché, l'Etat ouvrier assume le rôle d'un propriétaire, d'un acheteur et d'un vendeur plus puissant que tous les autres. En la possession immédiate de l'Etat ouvrier se trouve concentrée la majorité écrasante des forces productrices de l'industrie et des chemins de fer. L'activité des organes économiques de l'Etat est, de cette façon, contrôlée et, dans une large mesure, orientée par le marché. La rentabilité de telle ou telle entre-

prise est vérifiée par la concurrence et par le calcul commercial. La liaison entre l'agriculture et l'industrie, entre les campagnes et les villes, est réalisée par l'intermédiaire du marché.

12. Toutefois, l'existence du marché libre entraîne forcément la formation d'un capital privé qui, d'abord, concurrence l'Etat dans le domaine commercial, mais tâche de s'infiltrer également dans la sphère industrielle. La guerre civile du prolétariat avec la bourgeoisie cède la place à la concurrence de l'industrie prolétarienne avec l'industrie bourgeoise. De même que, dans la guerre civile, la lutte était livrée dans une large mesure pour le concours politique de la classe paysanne, de même actuellement la lutte a pour objectif principal le marché paysan. Le prolétariat possède, dans cette lutte, d'énormes avantages : les forces productrices les plus hautement développées du pays et le pouvoir politique. La bourgeoisie a pour elle le savoir-faire et, jusqu'à un certain point, des attaches avec le capital étranger, en particulier celui de l'émigration.

13. La politique fiscale de l'Etat ouvrier et la concentration entre ses mains de toutes les institutions de crédit, méritent une mention spéciale, car elles sont un facteur puissant qui assure l'avantage à l'économie étatique qui, de par ses tendances, est socialiste, sur le capitalisme privé. La politique fiscale permet d'appliquer à l'économie de l'Etat une portion sans cesse croissante des revenus du capitalisme privé, et cela non seulement dans le domaine de l'agriculture (impôt en nature), mais aussi dans celui du commerce et de l'industrie. Ainsi donc, le capital privé lui aussi (concessions) devient, sous la dictature du prolétariat, un tributaire de l'accumulation socialiste primitive.

D'un autre côté, le crédit commercial et industriel, concentré entre les mains de l'Etat, alimente, comme en témoignent les données de ces derniers mois, pour 75 % les entreprises d'Etat, pour 20 % la coopération et pour 5 % au maximum les entreprises privées.

14. Aussi, toutes les affirmations des social-démocrates concernant la « capitulation » de l'Etat soviétique devant le capitalisme sont-elles une défiguration évidente et grossière de la réalité. En fait, le gouvernement des Soviets est entré dans la voie économique qui aurait sans doute été la sienne dès 1918-19 si les nécessités inéluctables de la guerre civile ne l'avaient forcé à exproprier la bourgeoisie d'un seul coup, à détruire son appareil économique et à le remplacer à la hâte par l'appareil du communisme de guerre.

15. Le principal résultat politique et économique de la « N.E.P. », c'est la sérieuse et solide entente avec la classe paysanne, pour laquelle le libre accès au marché a servi d'impulsion à l'élargissement et à l'intensification de son économie. L'expérience de cette dernière année, et en particulier l'extension des semences d'automne, nous donnent lieu d'espérer à l'avenir une amélioration systématique de l'économie rurale. Ainsi se crée non seulement un fonds de ravitaillement pour le développement industriel de la Russie, mais encore un fonds de marchandises d'une extrême importance pour le commerce extérieur. Dorénavant, le blé russe va reparaitre sur le marché eu-

ropéen en quantité toujours croissante. L'importance de ce facteur pour la révolution socialiste en Occident est facile à comprendre.

16. Les branches d'industrie qui travaillent directement pour la consommation et surtout pour le marché paysan, ont fait des progrès indubitables et très marqués dès la première année de la « N. E. P. ». L'industrie lourde est encore, il est vrai, dans une situation très pénible, mais ce retard, qui découle entièrement des conditions des dernières années, trouve son explication, en outre, dans les conditions qui accompagnent la reconstitution du système commercial : seuls les premiers progrès dans le domaine de l'agriculture et dans la sphère de l'industrie légère pourront donner le branle au développement régulier de la construction des machines, de la métallurgie et de l'industrie charbonnière qui, bien entendu, retiendront la plus grande attention de l'Etat. Ce dernier travaillera à l'extension de son économie, concentrera entre ses mains des fonds de roulement de plus en plus grands, puis, au moyen d'une accumulation étatique (« accumulation socialiste primitive »), renouvellera et accroîtra également le capital fondamental. Il n'y a absolument aucune raison de penser que l'accumulation capitaliste privée et que le capital privé sortira victorieux de la lutte.

17. Pour ce qui est du capital étranger (sociétés mixtes, concessions, etc.), son rôle sur le territoire de la Russie, indépendamment de sa politique expectative et extrêmement prudente, est déterminé par les considérations et le calcul de l'Etat ouvrier, qui n'accorde de concessions industrielles et ne conclut de conventions commerciales que pour autant qu'ils ne peuvent saper les fondements de son économie. Le monopole du commerce extérieur est, en ce sens, une des principales garanties du développement socialiste.

18. Tout en ayant reporté son économie sur le pied commercial, l'Etat ouvrier ne renonce cependant pas, même pour la période la plus prochaine, à exécuter son plan économique. Le fait, déjà, que tout le réseau ferroviaire et la majorité écrasante des entreprises industrielles sont exploités immédiatement pour le compte de l'Etat et financés par ce dernier, rend inévitable la concomitance d'un contrôle d'Etat centralisé sur ces entreprises avec un contrôle automatique du marché. L'Etat concentre de plus en plus son attention sur l'industrie lourde et sur les transports, qui sont les fondements de l'économie, et adapte dans une large mesure à leurs exigences sa politique financière, fiscale, concessionnaire et douanière. Le plan économique de l'Etat, dans la période présente, ne vise pas utopiquement à remplacer par une prévoyance universelle le jeu spontané de l'offre et de la demande. Bien au contraire, en partant du marché comme forme fondamentale de répartition des richesses et de la réglementation de leur production, le plan économique actuel a pour but d'assurer aux entreprises d'Etat, par une combinaison de facteurs commerciaux, industriels, fiscaux et de crédit, la prépondérance maxima sur le marché, d'apporter dans les relations mutuelles de ces entreprises le maximum de prévoyance et d'uniformité pour, de cette façon, s'appuyant sur le marché, contribuer à le

dominer au plus vite, avant tout dans les relations entre les entreprises d'Etat elles-mêmes.

19. Faire participer les paysans à la réalisation du plan économique de l'Etat, c'est-à-dire du plan socialiste, voilà un problème encore plus compliqué, exigeant encore plus de temps. Organiquement, les voies en sont frayées par la coopération, contrôlées et dirigées par l'Etat et desservant les principaux besoins du paysan et de son exploitation. Economiquement, ce processus s'effectuera d'autant plus vite que sera plus grande la masse des produits que l'industrie de l'Etat pourra jeter dans les campagnes par l'intermédiaire de la coopération. Mais le triomphe complet de la socialisation de l'économie rurale ne pourra être atteint que par l'électrification, qui portera un coup salutaire à l'isolement barbare de la production paysanne. Aussi le plan d'électrification doit-il être une partie essentielle du plan général économique de l'Etat, et cette partie, augmentant constamment à mesure que s'accroissent les forces productrices de l'Etat soviétique, est destinée ultérieurement à acquérir une prépondérance de plus en plus grande, jusqu'à devenir la base de tout le plan d'économie socialiste.

20. L'organisation de l'économie comporte une répartition régulière et rationnelle des forces et des moyens de production entre les diverses branches et les diverses entreprises et, en outre, un emploi raisonnable, c'est-à-dire économe, de ces forces et de ces moyens dans chaque entreprise. Le capitalisme obtenait ce résultat au moyen de l'offre et de la demande, de la concurrence, des périodes d'essor et de marasme.

Le socialisme obtiendra les mêmes résultats par une construction consciente de l'économie, d'abord nationale et ensuite universelle, considérée comme un seul et même tout, selon un plan commun, fondé sur les moyens de production existants et sur les exigences du moment, et qui devra tout embrasser et en même temps être extrêmement souple. Ce plan ne peut pas être fixé *a priori* ; il doit être élaboré conformément à l'héritage économique légué au prolétariat par le passé, par des modifications et des reconstructions systématiques de plus en plus décisives et hardies à mesure qu'augmente l'habileté économique du prolétariat et que se multiplie sa puissance technique.

21. Il est bien évident qu'entre le régime capitaliste et le socialisme définitif doit inévitablement s'intercaler une longue époque au cours de laquelle le prolétariat, utilisant les méthodes et les formes d'organisation de la circulation capitaliste (monnaie, bourse, banques, calculation commerciale), étend de plus en plus son empire sur le marché, le centralise, l'unifie et, de ce fait, en fin de compte, l'abolit et le remplace par un plan centralisé qui se trouve en dépendance de tout l'ancien développement économique et est la prémisses de l'économie ultérieure. C'est précisément sur cette voie que se trouve la République des Soviets, incomparablement plus près du point de départ que du but définitif. Seulement, le fait que l'Etat soviétique, après avoir été contraint par les circonstances au communisme de guerre, a été forcé jusqu'à un certain point par le retard de la révolution en Occident de reculer, bien plus pour la forme d'ailleurs que matériellement, ce

fait assombrit le tableau et fournit aux adversaires petits-bourgeois de l'Etat ouvrier l'occasion de parler de sa capitulation devant le capitalisme. En fait, la Russie des Soviets évolue non point du socialisme au capitalisme, mais du capitalisme — momentanément comprimé par les méthodes du « capitalisme de guerre » — au socialisme.

22. C'est faire preuve d'une inconsistance essentielle, d'une absolue ignorance historique, que d'affirmer que la déchéance des forces productrices russe est un résultat de l'irrationalité des méthodes économiques socialistes ou communistes. En réalité, cette déchéance est avant tout un résultat de la guerre et ensuite un résultat de la révolution, avec la forme violente de guerre civile prolongée que la révolution a prise en Russie. La Grande Révolution Française, qui a posé les prémisses d'un puissant développement capitaliste de la France et de l'Europe a eu pour résultat immédiat une extrême dévastation et déchéance économiques. Dix ans après le début de la Grande Révolution, la France était plus pauvre qu'à la veille de la Révolution. L'industrie de la République des Soviets a donné, au cours de la dernière année, le quart au plus de la moyenne de sa production d'avant-guerre, mais cela ne prouve aucunement l'inconsistance des méthodes socialistes, qui n'ont pas encore eu le temps de trouver application ; cela prouve seulement la gravité de la désagrégation économique, inévitablement liée à la révolution même. Mais tant qu'existera une société humaine divisée en classes, elle achètera inévitablement chacun de ses grands pas en avant par des sacrifices matériels et des sacrifices de vies, qu'il s'agisse du passage de la féodalité au capitalisme ou d'une transition incomparablement plus grave : celle du capitalisme au socialisme.

23. De tout ce qui a été dit plus haut, il suit que ce qu'on appelle en Russie la nouvelle politique économique est une phase inévitable de toute révolution prolétarienne. Dans la nouvelle politique économique, il faut distinguer deux éléments : a) Le « recul » caractérisé plus haut, et b) Le transfert par l'Etat prolétarien de son économie sur la base du marché et de toutes les méthodes, institutions et combinaisons liées au marché.

a) Pour ce qui est du « recul », il faut dire que dans les autres pays il peut aussi être le résultat de causes purement politiques, c'est-à-dire de la nécessité qu'il y a, en pleine guerre civile, à enlever à l'ennemi un nombre beaucoup plus grand d'entreprises que celui qui peut être économiquement organisé par le prolétariat. Les reculs partiels qui en découlent ne sont exclus pour aucun pays, mais sans doute ne porteront-ils pas dans les autres Etats le caractère de gravité qu'ils ont pris dans la Russie paysanne dans laquelle, autre facteur, la guerre civile ne s'est déployée véritablement qu'une fois le pouvoir pris par le prolétariat. Dès maintenant on peut se dire avec assurance que dans la plupart des pays capitalistes le prolétariat ne viendra au pouvoir qu'au prix d'une guerre civile acharnée, opiniâtre et prolongée. Autrement dit, le prolétariat occidental devra briser les principales forces ennemies avant la prise du pouvoir et non pas après sa conquête et dans tous les

cas la résistance militaire, politique et économique de la bourgeoisie s'affaiblira d'autant plus que sera plus grand le nombre des pays où le pouvoir sera passé aux mains du prolétariat. Or, cela revient à dire que la conquête militaire de l'industrie et le recul économique qui vient après joueront dans le reste du monde, selon toute vraisemblance, un rôle beaucoup moins important qu'en Russie ;

b) Quant à l'utilisation de méthodes et d'institutions créées par le capitalisme pour la réglementation de l'économie, tous les Etats bourgeois devront, dans une mesure plus ou moins grande, traverser cette étape sur la voie du capitalisme au socialisme. Autrement dit, chaque nouveau gouvernement ouvrier devra, après une destruction plus ou moins complète, mais inévitable au cours de la guerre civile, des organes économiques du capitalisme (bourses, banques, trusts, syndicats), relever ces organes, se les soumettre politiquement et, après les avoir organiquement liés à tout le mécanisme de la dictature prolétarienne, s'en emparer en créateur aux fins d'une reconstruction progressive, à l'aide de ces organes, de l'économie, sur des principes socialistes. Plus est

grand le nombre des pays déjà soumis au pouvoir prolétarien, plus est puissant le prolétariat qui s'est emparé du pouvoir dans un pays, et plus est difficile l'émigration des capitaux et même des capitalistes, plus est restreint le terrain où peut s'exercer le sabotage des intellectuels, collaborateurs techniques et administratifs, plus est insignifiante par conséquent la destruction des richesses matérielles et de l'appareil d'organisation du capitalisme, et plus il est facile de les relever.

24. La vitesse avec laquelle l'Etat ouvrier franchira cette étape où le socialisme en construction vit et se développe encore sous un tégument capitaliste, cette vitesse dépendra, comme il a été déjà dit plus haut, outre la conjoncture militaire et politique, du niveau d'organisation et de culture de la classe ouvrière venue au pouvoir et du niveau et de l'Etat des forces productrices qui seront tombées entre ses mains. Il est tout à fait évident que plus ces deux niveaux seront élevés, et plus rapidement l'Etat ouvrier effectuera le passage à l'économie socialiste, puis au communisme intégral.

LEON TROTSKY.

L'Internationale Communiste contre la guerre

Plus vite qu'on ne s'y attendait, nous voyons soudain surgir une situation fort compliquée en Europe centrale. L'impérialisme français vient de mettre la main sur la houille de la Ruhr. La bourgeoisie allemande résiste, et de cette attitude est né, sinon formellement du moins pratiquement, l'état de guerre entre la France et l'Allemagne.

Ce conflit fut provoqué par l'avidité de l'impérialisme français qui, après avoir conquis bien d'autres positions fortes sur le continent européen, désire s'assurer aussi la domination de la Ruhr et devenir ainsi non seulement militairement, mais encore économiquement, la première puissance incontestée de l'Europe et disposer, surtout en face de l'Angleterre, de la plus riche région charbonnière.

Et ces plans furent merveilleusement servis par la politique borgne et désastreuse du gouvernement de M. Cuno. La lourde industrie avait méthodiquement avili la situation financière du Reich et poussé l'Etat au bord de l'insolvabilité et de la faillite, tout en s'enrichissant impudemment et en accumulant des profits gigantesques.

De cette façon, la situation gagna une acuité extrême. Poincaré fit occuper le bassin de la Ruhr. Et le gouvernement Cuno, après avoir fait à maintes reprises, mais en vain, à M. Poincaré l'offre d'une coopération étroite entre les industriels allemands et français, vient de rompre les rapports avec la France et de cesser toutes les prestations de réparations envers la France et la Belgique. Il a toléré, encouragé et suggéré le déplacement du syndicat charbonnier d'Essen à Hambourg et or-

donné toute une série d'autres mesures de résistance passive.

Cette politique sert naturellement à merveille les desseins des impérialistes français. Il va de soi qu'ils se mettront à présent non seulement à occuper tout le bassin de la Ruhr, mais aussi à user de toutes autres sortes de représailles, sinon à étendre leur occupation encore sur d'autres provinces de l'Allemagne. En premier lieu, ils s'empareront de la houille de la Ruhr, ils couperont la Ruhr du reste de l'Allemagne et accéléreront ainsi la désagrégation économique de l'Allemagne. Une nouvelle dévalorisation du mark, une extrême augmentation des prix et un change inouï contribueront à avilir encore davantage la situation du prolétariat allemand. On pourrait même affirmer, téressée en face de l'immense extension des forlittique de catastrophes de M. Cuno entraînera la classe ouvrière directement dans l'abîme.

Mais encore, sous d'autres rapports, la situation est pleine de conflits. La Lithuanie s'empare de force d'une partie du territoire de Memel. La Pologne ne fait qu'attendre une occasion favorable. Le nationalisme en Allemagne devient de plus en plus un péril manifeste. Il est tout à fait impossible de prévoir combien de temps l'Angleterre se contentera du rôle de spectatrice désintéressée en face de l'immense extension des forces impérialistes en France.

A cette heure grave, l'Exécutif de l'I. C. appelle le prolétariat international à la lutte de défense contre le péril de guerre. Un télégramme de Moscou engage les Partis français et allemand et les

Syndicats rouges à s'adresser sans délai à la 2^e Internationale et à la F.S.I. d'Amsterdam pour organiser aussitôt la lutte commune du prolétariat contre le danger de guerre (1).

Comme on le sait, les dirigeants de l'Internationale Communiste décidèrent, il y a quelques semaines, à la Conférence de la paix de La Haye, de répondre à tout péril de guerre par la proclamation de la grève générale de la classe ouvrière. Maintenant, l'heure est arrivée où ces dirigeants devraient réaliser leurs promesses s'ils les prenaient au sérieux. Contre l'acte de violence impérialiste que la bourgeoisie française entreprend ces jours-ci dans la Ruhr, contre la politique catastrophique du gouvernement capitaliste allemand, contre le péril immense qui résulte de ce conflit, l'ensemble du prolétariat européen devrait se lever comme un seul homme et les combattre de toutes ses forces par de grandes actions de masses. L'I. C. propose une défense commune, non pas parce qu'elle a beaucoup de confiance dans les leaders de la 2^e Internationale, mais parce qu'elle veut montrer aux masses prolétariennes qui suivent encore ses dirigeants, la tâche qui, dans cette situation, leur incombe en tant que classe prolétarienne, et les gagner autant que possible pour la lutte prolétarienne.

Il importe que le prolétariat français, belge, anglais, italien, tchèque, polonais et allemand se réunisse à cette heure pour la grande lutte fraternelle contre l'impérialisme français et contre le capitalisme allemand, ainsi que contre l'imminent péril de guerre en Europe centrale. Les partis de la 2^e Internationale et les syndicats d'Amsterdam ont la force nécessaire pour cette lutte pour peu qu'ils en aient la volonté.

Mais que voyons-nous, en réalité ? Les socialistes français se bornent à quelques vagues meetings de protestation, tout en repoussant toute idée d'une lutte sérieuse en commun avec les communistes et avec les syndicats révolutionnaires. Le Parti ouvrier belge se contente même d'une simple résolution de son Conseil National, quoique les soldats belges aient été engagés dans l'action contre la Ruhr. Nous n'entendons rien d'aucune pression ni lutte décisives de la part du grand Labour Party en Angleterre. Les social-démocrates italiens sont les complices de M. Mussolini et nous nous abstenons tout à fait de parler ici de l'attitude des socialistes et réformistes tchèques et polonais.

Tel est l'aspect véritable de la solidarité de la 2^e Internationale. Dans la première situation grave, elle démontre d'une façon éclatante qu'elle est seulement l'Internationale de la phrase et non de l'action. Et ses leaders viennent de souligner de nouveau ce que nous avons toujours dit : à savoir que dans l'heure du danger ils n'abandonneraient point leur patrie, c'est-à-dire leur bourgeoisie.

Et dans cette alliance, nous voyons, hélas ! de nouveau, la social-démocratie allemande au premier plan. Au lieu de se souvenir, enfin, de ses devoirs envers le prolétariat, au lieu de reconnaître, enfin, les fautes désastreuses de sa politique de coalition et d'accomplissement capitalistes, elle repousse de nouveau la sérieuse proposition des communistes de lutter contre l'occupation de la Ruhr et contre le gouvernement capitaliste. Elle se place, comme en août 1914, du côté de la bourgeoisie pour constituer, quoique honteusement, le

front national unique et l'union sacrée avec la bourgeoisie.

Le leader de sa fraction parlementaire, M. Hermann Muller, fit au Reichstag la déclaration solennelle que le Parti social-démocrate se place derrière le cabinet Cuno et approuve absolument les mesures que celui-ci trouverait utile de prendre. Et dans toute l'Allemagne, nous voyons de nouveau les dirigeants social-démocrates, bras dessus, bras dessous avec la bourgeoisie pour protester contre la politique de M. Poincaré. Après avoir, depuis le mois d'août 1914, foulé sans cesse aux pieds les intérêts du prolétariat allemand, ils lui portent, par leur politique actuelle, un nouveau coup terrible. Nous avons la conviction que des milliers et des milliers d'ouvriers social-démocrates de tous les pays ne se prêteront pas à la politique de leurs dirigeants et qu'en présence de l'imminence du nouveau péril de guerre, ils agiront comme l'ouvrier social-démocrate du Conseil départemental d'Essen, qui, en protestant avec véhémence contre le spectacle nationaliste de son parti, s'est écrié : « Les démonstrations de la bourgeoisie allemande me font l'effet d'un brigand protestant contre l'agression d'un autre brigand ou d'une fille aux mœurs faciles protestant contre sa violence ».

Cette exaspération trouva aussi son expression dans la séance du Reichstag de samedi dernier. Une grande partie des députés social-démocrates croyaient l'appui du cabinet Cuno incompatible avec leurs sentiments prolétariens et internationaux. Alors que 67 députés votèrent pour le gouvernement, 65 autres s'abstinrent du vote en quittant la salle, tandis que 14 mirent un bulletin blanc dans l'urne. Ce vote équivaut donc à une véritable débandade de la fraction social-démocrate.

Les communistes furent donc seuls à jeter à la figure du gouvernement capitaliste de M. Cuno le défi prolétarien de la lutte de classes, autant par leurs voix que par leur vote. Il en est de même en France. Là aussi, les communistes sont seuls à combattre le militarisme français et ils subissent la répression brutale des dirigeants, parce qu'ils ont soulevé le cri de Karl Liebknecht : « Guerre civile contre la guerre impérialiste ! »

L'I. C. attend de tous les ouvriers, employés, fonctionnaires, paysans et soldats, sans distinction de tendance politique, qu'ils ouvrent à présent la lutte contre la guerre des capitalistes, que tous les exploités se rallient pour la lutte contre tous les exploités, que tous les prolétaires se dressent contre la bourgeoisie.

Voilà, les mobiles de l'I. C., voilà, en dépit de sa méfiance envers les dirigeants réformistes, la raison de son appel urgent à la lutte commune. Le prolétariat européen se trouve acculé au dilemme : Ou bien s'acheminer, en un front unique, avec la bourgeoisie nationaliste, vers la nouvelle guerre impérialiste et vers l'effondrement final de l'Europe Centrale, ou bien s'associer au front du prolétariat de tous les pays pour la lutte intransigeante contre le capital international. L'I. C. est à son poste. Elle est prête et résolue à la lutte. A présent la parole est à la 2^e Internationale et aux dirigeants d'Amsterdam !

W. STOECKER.

(1) Ce télégramme a paru dans l'Humanité du 20 janvier.

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

Makhno à Ekaterinoslav

Des libertaires acharnés à combattre la révolution russe et le communisme ont créé autour du nom de Makhno toute une légende. Cet audacieux chef de bandes paysannes de l'Ukraine qui combattit tour à tour les Allemands, les blancs et les rouges, n'a représenté en réalité que les instincts d'une paysannerie moyenne révoltée contre l'ancien régime, beaucoup trop arriérée pour s'assimiler l'œuvre révolutionnaire du prolétariat et qui, pendant une longue guerre civile, avait contracté des habitudes de maraude et de banditisme. Le récit que nous donnons ici, emprunté au n° 9 de la Révolution prolétarienne (organe de la Commission d'histoire du Parti Communiste russe), écrit avec beaucoup d'objectivité par un témoin oculaire permet d'apercevoir ce qu'a été en réalité le mouvement de Makhno. L'ivrognerie, l'arbitraire, des mœurs primitives, de la sauvagerie, la dictature personnelle d'un chef de bande, une idéologie utopique et confuse appliquée avec une incompréhension totale de la complexité de l'organisation sociale moderne, tels apparaissent dans ces pages les fruits caractéristiques de ce mouvement observé à son apogée, en 1919.

Nous apprîmes à Ekaterinoslav, en septembre 1919, l'apparition de Makhno à l'arrière de Dénikine. Le nombre des partisans grandissait d'ailleurs chaque jour derrière l'armée contre-révolutionnaire grisée par ses victoires. A l'approche de Makhno, notre organisation communiste clandestine d'Ekaterinoslav s'anîma ; nous chassâmes les mencheviks de la direction des syndicats ; nous projetâmes même de nous emparer de la ville, mais nous manquions d'armes. Makhno nous devança. Le 26 octobre, après une première attaque infructueuse, et après que les blancs aient vainement tenté de faire défendre la ville par quelques centaines d'étudiants et de lycéens mobilisés en hâte, les *makhnovtsi* la prenaient, secondés par les groupes ouvriers bolcheviks.

Le 28 au matin, la cavalerie de Makhno, dans un accoutrement fantaisiste, suivie d'un long convoi d'attelage de paysans (les *Tatchanki*) entra dans la ville. Il y avait dans ses rangs beaucoup d'hommes ivres. Le *batko* (petit père), Makhno lui-même n'était pas encore là. Un ancien officier de l'armée impériale, Lachkévitch, passé à l'armée rouge puis brouillé avec son commissaire et passé à Makhno, commandait. Nous lui envoyâmes une délégation, qu'il reçut fort mal et menaça de la « coller au mur ». A l'arrivée du *batko* la situation des communistes se précisa, mauvaise. Nos placards étaient régulièrement déchirés. Nos camarades furent quelquefois arrêtés. Le désordre qui s'installa dans la ville est inimaginable. Les ordres contradictoires et confus du commandement de Makhno « pleuvaient. Ekaterinoslav se transformait en un campement des tziganes. La population, même ouvrière, ne sortait guère, expectante.

Le 4 novembre, nous fîmes paraître à demi-illégalement notre organe l'*Etoile* (*Zvezda*) qui n'eut cette fois que deux numéros. Le 6 novembre les *makhnovtsi* trahis par leur allié l'ataman Diakivsky, pelliourien, s'en allèrent. Quelques camarades, dont j'étais, les suivirent dans leur retraite.

L'armée de Makhno offrait un spectacle curieux,

pleins de coloris. On y voyait toutes espèces de bonnets de fourrure ; des cavaliers vêtus de pelisses, de capotes, de petits paletots civils, de vareuses faites avec des garnitures de divans ou des tentures, drapés dans des couvertures, les épaules couvertes de jupons. D'autres étaient magnifiquement chaussés, n'avaient que de minables vêtements ; d'autres couverts de belles fourrures allaient nu-pieds. Il y en avait habillés d'uniformes anglais pris dans les dépôts du sud. Les armes, mitrailleuses surtout, abondaient. Des attelages chargés de fusils suivaient. On armait les paysans au passage.

Le ravitaillement était simple. Les « petits-frères » vivaient sur l'habitant. Ça n'allait pas sans excès ; j'en ai vu, plus d'une fois, qui s'amusaient à abattre le bétail à la grande terreur des femmes et des gosses.

Blessés et malades (typhiques) fourmillaient. On les trimballait comme on pouvait, parfois sur des caissons de munitions ou sur des canons mêmes. Les « sœurs de charité » étaient nombreuses mais n'avaient pas la moindre idée de leur métier. Rendons leur justice : au combat, quoique désarmées, elles se jetaient presque toutes en première ligne, entraînées par l'élan général. Il y avait aussi quelques médecins emmenés de force. Le service de santé n'existait pourtant pas. Recevoir la plus légère blessure ou tomber malade c'était risquer la mort.

Le général Slastchev commandait contre nous ; mais les blancs étaient en plein désarroi. Le 9 novembre les *makhnovtsi* reprenaient l'offensive sur Ekaterinoslav. Nous avançons la nuit, par des routes détrempées où l'on tombait dans des fossés remplis de boue, dans un désordre fou. Les paysans progressaient par petits paquets, au hasard, sans commandement réel. Une mitrailleuse en eut fait aisément un massacre. A l'entrée de la ville les premières grandes gardes de Dénikine nous hêlent. On leur répond par une fusillade désordonnée. Pas mal de *makhnovtsi* sont blessés par les leurs. Mais c'est une avalanche qui roule, renversant tout, semant une terreur panique.

Les paysans insurgés étaient, pour tout un mois, maîtres de la ville. Au matin le spectacle fut terrifiant. Les portes et les fenêtres des magasins, mis à sac, béaient. Dans les rues gisaient les cadavres des officiers et des cosaques abattus au saut du lit. Ils restèrent bien là huit jours. Les *makhnovtsi* n'avaient pas établi un poste aux alentours de la ville, mais ils l'avaient convenablement pillée.

Ekaterinoslav était devenu une « ville libre sans autorité (*sic*) ».

L'occupation par les *makhnovtsi* s'était transformée en une mise en coupe réglée. On dévalisait aussi bien les ouvriers que la bourgeoisie. Les *trazzias*, érigées en système, fournissaient les insurgés de tout ce dont ils avaient besoin. N'ayant aucun service d'intendance, ils ne pouvaient avoir d'autre ravitaillement en vivres, équipements, etc. que cette rudimentaire prise au tas. Makhno avait imposé à la cité une contribution

de 50 millions de roubles, dont une partie infime fut payée mais dont le produit des razzias donna largement le complément. Dès les premiers jours l'orgie était devenue générale : l'armée presque entière buvait, le commandement donnant l'exemple. Tous les soirs Makhno, ses chefs de troupes, leurs femmes, festoyaient longuement. Le vin coulait à flots, la musique jouait. Souvent on exécutait, tout en s'amusant, quelques prisonniers blancs ou quelques *makhnovtsi* condamnés pour des fautes diverses.

En décembre, l'armée de Makhno comptait environ 25.000 hommes : 14.000 hommes d'infanterie (tous montés sur attelages paysans), 6.000 hommes de cavalerie et le reste, artillerie, liaison, etc. L'armement était supérieur : 48 canons, 4 automobiles blindées, 4 trains blindés, près de 1.000 mitrailleuses. L'armée manquait de cartouches. Elle se recrutait principalement en mobilisant les paysans. A Alexandrovsk, on avait officiellement mobilisé toute la population masculine de 19 à 48 ans. Des transfuges de Dénikine y figuraient aussi en grand nombre.

Tout le commandement supérieur était nommé par Makhno. Nombreux y étaient les proches du *batko* et les gros paysans de Goulai-Polié, son pays d'origine. Le frère de Nestor Makhno était « chef du ravitaillement » de l'armée. Le chef de la cavalerie était un nommé Chichouss, de Goulai-Polié. Les cadres subalternes étaient parfois nommés, parfois élus. Lorsqu'une nomination déplaisait aux hommes, le *batko* ne la maintenait généralement pas. Lorsqu'une élection lui déplaisait, à lui, il l'invalidait tout bonnement. Des conflits de cette sorte se produisirent.

L'état d'esprit était extraordinairement combatif. On égorgeait les prisonniers, mais les blancs en faisaient autant. Les combattants éprouvaient un réel désir de se joindre à l'armée rouge ; le commandement était, dans sa majorité, hostile à cette idée. L'infanterie, composée de paysans pauvres, sympathisait avec le pouvoir des Soviets ; la cavalerie, composée de paysans aisés et de bandits, était antisoviétique. Le travail politique à l'armée était dirigé par des anarchistes de la *Confédération du Nabat* (du Tocsin) et principalement par Voline (V. M. Eichenbaum). Le centre politique de l'armée était un Conseil Révolutionnaire élu au Congrès des Travailleurs insurgés d'Alexandrovsk (27 oct. — 2 nov. 1919). Un communiste, Semen Novitsky, en était le trésorier, contraint, naturellement, de taire ses convictions.

Quel était l'idéal politique du mouvement de Makhno ?

« La troisième révolution, celle des partisans, est commencée ; elle libérera les travailleurs de toutes les formes d'autorité. » (*Le Nabat*, organe anarchiste du 1^{er} déc. 1919.)

« A la différence des bolcheviks, qui subordonnent l'édification économique à la politique gouvernementale... la tendance nouvelle, négatrice de tout Etat, appelle à l'organisation spontanée... des libres associations ouvrières et paysannes sans autorité. » (*La Voix de la Liberté*, organe du Conseil Révolutionnaire, 16 oct.)

« Les Soviets économiques, édifiés de bas en haut, régularisent la vie sociale... Leurs fonctions sont purement exécutives... » (Projet de déclaration du C. R., 20 déc.)

Le document que voici montre avec quelle ingénuité on appliquait ces idées directrices :

« Aux cheminots ! Afin de promptement rétablir les transports dans la région libérée, j'invite

les camarades cheminots à s'organiser énergiquement et à rétablir eux-mêmes la circulation en prélevant pour la rémunération de leur travail un paiement suffisant des voyageurs et des marchandises et en constituant en camaraderie, avec équité, une caisse commune.

Le commandant de l'armée révolutionnaire des insurgés d'Ukraine : *batko* Makhno.
Alexandrovsk, 15 octobre 1919. »

On relate que lorsqu'une délégation des cheminots d'Ekaterinoslav vint demander à Makhno le salaire du mois, le *batko* leur rétorqua :

« Mes insurgés voyagent en carrioles, ils n'ont pas besoin de vos chemins de fer. Faites payer ceux qui s'en servent ! »

Les succès militaires avaient passablement fait tourner la tête aux « insurgés ». Ils pensaient établir la « société sans autorité » en Russie, puis, comme le dit un jour Makhno, « la canaille de Dénikine, boutée hors de l'Ukraine, les commissaires renversés en Russie, nous marcherons sur l'Occident ! »

Communistes, nous avions dans la « ville libre » une double tâche urgente : tirer de sa torpeur le prolétariat terrorisé et le préparer au rétablissement des Soviets ; souligner aux yeux des combattants les erreurs et les absurdités de leur commandement libertaire. Le troisième jour de l'occupation d'Ekaterinoslav, notre *Zvezda* avait reparu pour faire campagne contre les trois organes anarchistes (*Nabat*, le *Chemin de la Liberté*, *Schliakh du Volia*). Dans les usines, partout, nous jouissions de la plus vive sympathie. Partout on adoptait des résolutions en faveur du rétablissement des Soviets. La position des anarchistes était ébranlée. Dans l'armée, notre action se poursuivait, naturellement, clandestine. Notre organisation se concentrait autour du camarade Polonsky, communiste, commandant de la « division de fer de Makhno », qui était presque aussi populaire que Makhno lui-même. Plusieurs fois, le Comité Militaire clandestin voulut tenter un coup de force contre le *batko*. C'eût été facile. Nous le déconseillâmes à grand-peine d'une action mûrie qui eût risqué de désorganiser le mouvement paysan.

Le 4 décembre le Service de Sûreté du *batko* arrêtait à l'improviste notre camarade Polonsky et tout un groupe de communistes. Le lendemain, dans le plus grand secret, ils étaient exécutés.

Aussitôt après l'arrestation notre Comité Communiste avait envoyé une délégation à Makhno lui demander que Polonsky fut jugé par des jurés.

— Pas de procès, nous répondit le *batko*. Il sera fusillé.

— Mais si les ouvriers et les paysans exigent un procès, vous céderez ?

— Non.

— Et si les combattants de l'armée l'exigent ?

— Non. Que ceux qui ne sont pas contents de moi aillent au diable !

Le 5 décembre Polonsky, sa femme et les camarades Azarow, Sementschenko, Wayner, Brodsky étaient fusillés par Michka Levchik, ex-bandit professionnel, chef de la Sûreté de Makhno.

Makhno s'efforça maladroitement de dissimuler les causes véritables de cet assassinat de vaillants révolutionnaires. Il fit déclarer au Conseil Révolutionnaire que Polonsky avait projeté de l'emprisonner ; à l'état-major il l'accusa d'avoir... négocié avec les blancs ! Le Conseil Révolutionnaire refusa de sanctionner l'exécution de Po-

lonsky et de ses amis ; les relations entre Makhno et les anarchistes se tendirent (1).

Nous résolûmes d'agir, mais les événements ne nous en laissèrent pas le temps. Le 8 décembre Makhno évacuait spontanément Ekaterinoslav. Car son armée se démoralisait. Le mécontentement contre les chefs y devenait menaçant ; l'indignation était grande en présence de leur insouciance du sort des blessés et des malades. D'autre part, l'armée paysanne restait étrangère à la ville ouvrière. Enfin Slastchev encerclait lentement Ekaterinoslav.

(1) Les anarchistes de la Confédération du Nabat ont publié plusieurs manifestes officiels, soulignant que « le mouvement paysan insurgé » auquel ils « s'intéressaient » ne devait pas être considéré comme anarchiste.

Note de la Rédaction.

Après l'évacuation de cette ville la démoralisation continua. Le Conseil Révolutionnaire anarchiste, après bien des incidents, finit par se dissoudre lui-même. Les intrigues des chefs les uns contre les autres atteignirent leur apogée. Le chef de la Sûreté Levitchik arrêta à Nikopol le chef de garnison Skalditsky. Makhno fit libérer ce dernier et lui donna l'attestation suivante :

« Je sais que Skalditsky est un honnête homme. Quiconque ne le croit pas est une canaille. (Signé) *Batko* Makhno. »

Le typhus faisait rage. Makhno laissait à Ekaterinoslav plus de 10.000 typhiques que les soldats de Denikine achevèrent pour la plupart. Nikopol resta pendant des mois un foyer de contamination.

...Le 1^{er} janvier 1920 l'armée rouge entrait à Ekaterinoslav.

V. MIROCHKOSKY.

Là Tcheka aux prises avec la contre-révolution

On a célébré à Moscou le 5^e anniversaire de la fondation de la Tcheka (Commission Extraordinaire de Répression de la Contre-révolution) aujourd'hui transformée et nommée *Ge-Pe-Ou* (Service Politique de l'Etat).

La Tcheka fut fondée à Petrograd le 20 décembre 1917 par une décision des Commissaires du Peuple. A sa première séance assistèrent les camarades Dzerjinski, Peters, Ksenofontov, Averine, Sergo, Peterson, Erseev et Trifonov. Dzerjinski devint, le 21, le président d'un Bureau composé de 5 personnes (Jidelev, Iakovlev, Peters, Ksenofontov). Dans la première période de son activité la Commission Extraordinaire composée de 10 membres n'eut qu'un personnel de 120 personnes. C'est avec ces forces restreintes qu'elle travailla, à l'époque de l'insurrection des junkers, du sabotage des intellectuels, de la formation des premières armées blanches (1918).

A mesure que se développait la lutte la Tcheka élargissait son appareil. Limitons-nous à énumérer rapidement les nombreux ennemis de la révolution qu'elle a successivement défaits.

**

Ce sont d'abord les *Comités bourgeois* de 1918-19. L'héritage du Kerenskisme était dangereux. De puissantes organisations bourgeoises existaient. Dès octobre 1917 un comité d'hommes politiques réactionnaires, présidé par D. M. Chitchev, entretenait, à Moscou, des relations avec tous les éléments de la contre-révolution intérieure et extérieure. Un Comité Industriel, successivement présidé par Tretiakov et par S. A. Morozov, groupait la bourgeoisie moscovite, en contact avec les

missions alliées. Ses agents avaient pénétré au Centre de l'industrie textile nationalisée pour en organiser le sabotage.

En mars 1918 se constitue à Moscou le *Centre droit*, qui réalise le bloc de toutes les forces de réaction : Conseil des Hommes politiques, Cadets, Comité de l'Industrie et du Commerce, Union des propriétaires. En font partie : P. Struve, les princes E. et G. Troubetskoï, Rogovitch et Kislovski (extrême droite) sous la haute direction du professeur Novgorodtsev et de Krivochéine. Le *Centre droit* se donna pour but, comme les S.R., de rétablir le front oriental avec les Alliés. A la fin de l'année il se dissolvait, la plupart de ses membres ayant dû émigrer. La Tcheka les serrait de près.

A la même époque, l'*Union de la Renaissance*, dont N. N. Chitchev était le personnage le plus important, réunissait à d'anciens officiers des contre-révolutionnaires de toutes nuances, sur une plateforme monarchiste. Elle avait filiale à Petrograd. Elle entretenait des relations suivies avec les Alliés et avec les généraux réactionnaires. Elle reconnut l'autorité suprême de l'amiral Koltchak.

Le *Centre-National* fondé au mois de juin 1918 et liquidé par la Tcheka en 1919, réunissait les partis non-socialistes sous l'égide de MM. NN. Chitchev, N. I. Astrov, Stepanov, P. Struve, M. N. Fedora. Il organisa des groupes armés clandestins, collabora avec le général Alexeiev, qui tenait campagne dans le Sud, avec les blancs de l'Ukraine, du Kouban, de la Roumanie avec l'*Union de la Renaissance*. Ce fut un gouvernement secret. Son office d'espionnage, à la tête duquel se trouvaient Guérassimov et Steinger, informa Youdenitch sur la défense de Petrograd.

En mai 1918 la Tcheka découvrait à Moscou le

complot de l'Union pour la Défense de la Patrie et de la Liberté, l'un des mieux montés. Cette organisation, dirigé par Boris Savinkov, comprenait des centaines d'anciens officiers dont beaucoup appartenaient à l'armée rouge. Elle avait des filiales à Kazan et dans la région de la Volga. Le colonel Perkhovov, qui dirigea l'insurrection blanche de Yaroslavl, en faisait partie. L'Union, dont la plateforme était patriotique, pensait renverser le pouvoir des soviets. La Tcheka prévint son coup de force à Moscou. L'Union fomenta néanmoins des troubles ou organisa des complots à Vologda, Rybinsk, Yaroslavl, Mourom, Vladimir et prépara les voies aux Tchéco-Slovaques.

Rappelons encore ici l'affaire Lokkharth qui se situe au cours de l'été 1918. La Tcheka se trouva, en cette occasion, aux prises avec le travail de sape et d'espionnage des missions anglaise et française, la première dirigée par M. Lokkharth et la seconde par le général Lavergne. Ces lamentables intrigues des missions alliées, bénéficiant de l'immunité diplomatique, eurent leur dénouement devant le Tribunal Révolutionnaire.

En avril 1919 se crée le Centre Tactique, formé de monarchistes, cadets, de s.-r., de mencheviks, de socialistes populaires, qui reconnaît l'amiral Koltchak. Ce complot finit comme les autres...

En 1920, Savinkov, installé à Varsovie, réorganise l'Union pour la Défense de la Patrie et de la Liberté. L'année suivante la Tcheka réussit à arrêter à Minsk son principal représentant en Russie, Selianninov-Opermut et à liquider cette nouvelle tentative de la contre-révolution.

Les événements se pressent à ce point, la lutte entre la réaction et la révolution a tant d'aspects que nous ne pouvons pas, dans cette brève récapitulation, tout indiquer même des faits les plus importants. A côté des complots de droite — bourgeois et socialistes de réaction, surtout s.-r. de droite — agissant parallèlement, il y avait les complots de gauche. Les s.-r. de gauche, dont le leader Alexandrovitch était vice-président de la Tcheka même et dont les militants étaient nombreux dans toutes les sections de la Commission, s'insurgeaient le 6 juillet 1918 pour prendre le pouvoir — et étaient vaincus.

Le 26 septembre 1919 des s.-r. de gauche et des « anarchistes clandestins » jetaient une bombe au Comité du Parti Communiste de Moscou. Douze communistes trouvaient la mort dans cet attentat dit du de Léontievski péréoulok, dont la Tcheka réussissait, peu après, à châtier les auteurs.

Les fils de tous ces complots se nouaient à Moscou. Mais Petrograd a une histoire de guerre civile non moins mouvementée.

En novembre 1919 le complot du fort de la Krasnaïa Gorka, organisé par l'espion anglais Paul Dux, y est liquidé. Il s'agissait de prendre Petrograd et d'y instituer un gouvernement blanc, déjà formé. En août 1921 a lieu la liquidation du complot Tagantsev, complot d'intellectuels bourgeois, de s.-r., de terroristes recrutés parmi des marins de Cronstadt, et, même, d'agitateurs mencheviks formant le « comité des hommes de confiance des usines ».

Dans les campagnes la Tcheka n'a pas cessé

un seul jour de combattre le banditisme auquel la contre-révolution s'efforça souvent de donner une allure politique, comme il est arrivé pour les mouvements de Petlioura, de Makhno, de Savinkov, (Balakhovitch), d'Antonov et pour les insurrections de paysans riches de l'Union des Paysans en Sibérie.

La défaite de la contre-révolution n'étant plus douteuse, la Tcheka, remarquable par ses pouvoirs extraordinaires — elle instruisait les affaires, prononçait et appliquait les jugements même pour la peine capitale — qui avait été l'outil de la terre rouge n'était plus nécessaire. Les Tribunaux Révolutionnaires et le Service Politique de l'Etat (G.P.Ou.) qui a hérité des traditions d'énergie et de combativité de l'ancienne Tcheka appliquant strictement la légalité nouvelle, suffisent, dans le pays pacifié, à la défense de la révolution.

N. AKHMARINE.

La question Coloniale et la thèse Algérienne

Notre camarade Mouillard, secrétaire intérimaire de l'Interfédération nord-africaine du Parti Communiste, nous fait parvenir la note suivante :

« Un article du camarade Robert Louzon, inséré dans le Bulletin Communiste du 4 janvier, prend violemment à partie le projet de thèse coloniale algérienne publiée précédemment dans le même Bulletin Communiste alors aux mains des « centristes ».

« Il importe de mettre les choses au point et de dire que le Congrès interfédéral du 24 septembre n'avait adopté qu'un projet de thèse. Ce projet, avant d'exprimer les sentiments des communistes algériens, doit être soumis à la discussion de toutes les sections algériennes.

« On peut dire d'ores et déjà que la Fédération d'Alger le rejette et qu'il est probable que les autres fédérations, mieux informées, en feront autant. »

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

LES S.-R. ET VANDERVELDE

par Jacques SADOUL

Une forte brochure de 64 pages : 0 fr. 50.

Edition de la librairie de l'Humanité.
142, rue Montmartre, PARIS.

La nouvelle Fédération des Républiques Socialistes Soviétistes

Le camarade Staline a bien voulu me recevoir, à Moscou, en qualité de collaboratrice de la *Correspondance Internationale*.

L'Union des Républiques Socialistes Soviétistes Indépendantes, en un Etat Fédératif Unique, qui a été réalisée au cours du Premier Congrès Unifié des Soviets à la fin de décembre 1922, représente une phase nouvelle dans le développement d'un mouvement qui a pris son essor dès 1918.

Pendant la guerre civile et l'intervention, alors que l'existence des républiques soviétistes était en danger mortel, ces républiques furent obligées d'unir leurs efforts pour se défendre. A cette phase de l'union militaire succède à la fin de 1921 et au début de 1922 une étape nouvelle, lorsque les grandes puissances capitalistes, ayant perdu confiance en l'intervention, tentent de rétablir la propriété capitaliste en Russie Soviétiste par voie diplomatique. L'unité de front diplomatique des Républiques Soviétistes constitue la réaction inévitable contre la pression diplomatique du capitalisme à Gênes comme à La Haye. La convention conclue entre les Huit Républiques Soviétistes Indépendantes et la République de l'Extrême-Orient à la suite de la Conférence de Gênes doit être justement considérée comme l'œuvre de cette unité de front diplomatique. Mais, depuis l'ancienne convention passée entre la République Socialiste Fédérative des Soviets Russes (R.S.F.S.R.) et ces Républiques se montra de plus en plus insuffisante.

Parmi les facteurs qui ont poussé les républiques soviétistes à s'unir, il convient de remarquer avant tout leur situation économique intérieure ; leur appauvrissement, conséquence de sept années de guerre, leur crise financière empêchant une exploitation rationnelle des richesses naturelles et le relèvement des branches fondamentales de la production. La division du travail, comme la centralisation du réseau de communications de l'ancienne Russie, exigeant une exploitation méthodique dans le cadre de toute la Fédération, agissent dans le même sens. La situation extérieure des Républiques Soviétistes confirmait ces raisons. Le danger d'une agression de puissances capitalistes nous impose une armée unique surtout à l'heure actuelle, l'Armée Rouge étant réduite à 600.000 hommes. En dehors du danger purement militaire il y a celui de l'isolement économique. Les faits qui ont précédé la conférence de Lausanne prouvent, de même que Gênes et La Haye, que l'Entente veut isoler les Républiques Soviétistes ; d'où la nécessité de l'union en vue des relations extérieures.

Finalement, c'est la nature même du Pouvoir Soviétiste qui dicte la formation d'une Fédération unifiée. Contrairement à tout gouvernement bourgeois, celui des Soviétismes est internationaliste dans son essence ; il poussa les masses laborieuses de nationalités diverses à ne former qu'une grande famille socialiste.

C'est aux Républiques Soviétistes elles-mêmes que revient l'initiative de l'union. Voici trois ou

quatre mois déjà que les Républiques d'Azerbeldjan, de Géorgie et d'Arménie soulevaient la question ; l'Ukraine et la Russie Blanche se joignirent à elles.

Le 10 décembre 1922, le Congrès des Soviets de la Fédération du Caucase décidait l'union ; le 13 décembre, le Congrès des Soviets Ukrainiens prenait la même décision, et après que le dernier Congrès pan-russe des Soviets eut également adopté une résolution dans ce sens, se réunit à Moscou le 30 décembre dernier, le premier Congrès Unifié des Soviets qui créa la nouvelle Fédération unique des Républiques Socialistes Soviétistes.

Sont entrées dans cette Fédération : la R.S.F.S.R. comme un tout fédératif unique ; la République Transcaucasienne également comme un tout fédératif (Azerbeldjan, Géorgie, Arménie), l'Ukraine et la Russie Blanche. N'y entrent pas les deux Républiques de Boukhara et de Khoresm (Khiva) qui ne sont, à vrai dire, pas soviétistes, mais populaires.

C'est le principe de la libre-adhésion et de l'égalité des droits des républiques, qui conservent celui de sortir librement de l'union, qui est à la base de l'unité.

Les organes supérieurs de la nouvelle Union des Républiques Socialistes Socialistes sont : le Comité Exécutif Central Unifié, élu proportionnellement à la population ; le Conseil Unifié des Commissaires du Peuple, élu par le premier comme son organe exécutif. Quant aux divers commissariats, une fusion s'opère des commissariats pour le Commerce Extérieur, pour l'Armée, pour la Marine, pour les Transports et pour les Affaires Etrangères. Toutefois, les commissariats des Finances, de l'Economie Nationale, du Ravitaillement, du Travail et du Contrôle légal conservent une existence autonome dans chacune des républiques, agissant cependant conformément aux directives des commissariats respectifs du Centre fédéral. Restent entièrement indépendants dans chacune des républiques unies les commissariats de l'Instruction, de l'Agriculture, de la Justice, de l'Intérieur, bref, les administrations intéressant les Mœurs et Usages, la Culture, le Travail. Ainsi est assuré le libre développement national des peuples appartenant à l'Union des Républiques Soviétistes.

Tel est le contrat de vie commune et de collaboration fraternelle qui réunit désormais plus de cinquante nationalités dans le cadre d'un Etat unique, aux frontières de l'Europe et de l'Asie. Telle est la solution de la question nationale trouvée par les Républiques Soviétistes. La nouvelle démocratie soviétiste a créé d'un coup ce que l'ancienne démocratie bourgeoise n'a pas encore su accomplir nulle part. Les peuples qui jadis, subissant l'unité de l'Empire russe, courbés sous le bâton et le knout, n'aspirèrent qu'à l'indépendance, se sont unis, indépendants, montrant ainsi au monde comment peuvent se créer les Etats-Unis Soviétistes Socialistes du Monde.

Frida RUBINER.

A travers la Presse Communiste

Nous avons lu dans le Rappel Communiste, le jeune organe de notre Fédération de la Côte-d'Or — laquelle ne se ressent pas du tout, intellectuellement tout au moins, du déguerpissement de Barabant — l'excellent article suivant :

La classe ouvrière allemande, réduite à la misère, essaie d'arracher à ses exploités millionnaires le minimum d'existence. Elle ne peut plus compter pour cela sur le Parti Socialiste Unifié, ni sur les Syndicats réformistes, malgré leur puissance numérique, parce qu'ils n'aspirent qu'à des coalitions avec la bourgeoisie ou à des accords impossibles avec la ploutocratie industrielle et le prolétariat misérable.

Ce sont les Conseils de fabrique, seul souvenir des conquêtes de la Révolution de 1918, qui ont pris en mains la cause du prolétariat. Le Parti Communiste leur a insufflé son esprit de lutte de classe et d'organisation prolétarienne nationale et internationale. Cette forme nouvelle de lutte paraît être la seule à donner des résultats tangibles et les patrons le savent bien, qui chassent de leurs usines les membres actifs des Conseils tout en cherchant à s'entendre avec les dirigeants des vieux syndicats.

Si c'est seulement après quatre ans d'existence que les Conseils d'usine peuvent prétendre agir avec efficacité, c'est parce que, à chaque époque déterminée de la vie sociale doivent correspondre des organismes sociaux appropriés ; chaque transformation de tactique de la classe possédante doit amener une modification similaire dans l'action ouvrière.

Je voudrais le faire comprendre à ceux qui sont figés dans les formules du passé à ceux qui font appel aux vieux socialistes ou syndicalistes, et surtout à ceux qui s'attendent sur des formules de Congrès — vieilles de trente ans ! Tout, dans la vie, surtout dans la vie politique et sociale, évolue plus ou moins vite, mais n'est pas immobile. Ni les méthodes, ni la forme même des organisations de lutte prolétarienne ne doivent rester les mêmes sous peine d'impuissance.

Un rapide coup d'œil, du reste, permet de s'en rendre compte.

Les caisses de résistance d'abord, puis les syndicats de métier ensuite, correspondaient à l'éclosion, puis au développement de la moyenne industrie ; ils permettaient de lutter contre un patronat encore divisé, dont les membres n'avaient aucun lien précis entre eux, et qui ne se soutenaient pas mutuellement.

Les Unions départementales au point de vue social, les Fédérations d'industrie dans le cadre professionnel, et la C. G. T. qui les réunissait, faisaient face à un capitalisme plus concentré, aux grandes firmes anonymes, à la puissance bancaire.

En 1918, le patronat enrichi, surpris par l'armistice, n'avait pas eu le temps de s'organiser

pour la lutte sociale. En février 1920, la C. G. T. n'osa pas faire le geste qui lui aurait sans doute donné la puissance ; ni ses méthodes, ni sa tactique n'étaient suffisantes. Elle avait cru les trouver dans le Conseil Economique et dans le B. I. T., dans le réformisme.

La classe ouvrière a maintenant en face d'elle un patronat non plus divisé, mais fortement organisé, nationalement et internationalement. Tous les industriels, du plus petit au plus puissant, forment un front unique formidable : l'action syndicale doit s'exercer efficacement dans toutes les usines, dans tous les ateliers, et ni le Conseil Economique, ni le B. I. T., qui sont au sommet, ne peuvent y aboutir. C'est par la base qu'il faut transformer les méthodes et la tactique.

Le syndicat actuel est en dehors de l'atelier, tandis que le Conseil d'usine crée dans l'atelier même un centre de revendication local, un noyau de propagande intense. Le Comité intersyndical, qui groupe les délégués des Comités d'usine, est le laboratoire où se discutent les méthodes d'action, où se concentrent les énergies ; c'est un office de documentation, mais le Comité d'usine en est le meilleur auxiliaire pour la diffusion des idées, le réveil de la conscience ouvrière. C'est l'intermédiaire indispensable entre l'organisation locale ou régionale et les ouvriers des différents ateliers, le syndicat vivant dans l'usine.

Ces comités sont, sous un aspect différent, les sections techniques de notre Fédération des Cheminots, combinées avec l'idée du syndicat unique de localité. Les gars du Havre, dans la constitution de leur comité de grève, se sont certainement inspirés de ces principes, qui correspondent à la tactique patronale actuelle.

Les Comités d'usine seront l'amorce de ceux que, à l'instar de nos camarades allemands, nous serons obligés de créer pour le contrôle ouvrier. C'est l'ouvrier prenant conscience de son rôle de producteur et de sa puissance dans l'Etat. C'est le début d'une constitution prolétarienne qui, après avoir fourni au travailleur les moyens de lutter énergiquement, permettra de lui donner, avec le contrôle, la puissance politique, beaucoup plus efficacement qu'avec un bulletin de vote ou un parlementarisme périmé et impuissant vis-à-vis du Capital, fût-il Bloc des Gauches au lieu d'être Bloc National.

A. MILU.

IL FAUT LIRE :

ET SADOUL ?

par PAUL VAILLANT-COUTURIER

Une brochure, 24 pages..... 0 40

En vente à la librairie de l'« Humanité ».

Le C. E. de l'Internationale Communiste des Jeunes aux Rédactions des Journaux Communistes

Chers camarades,

La *Correspondance Internationale des Jeunes* vient d'entrer dans sa quatrième année d'existence. Le numéro 1 de cette revue mensuelle contient une riche documentation économique internationale sur la vie des jeunes. Son sommaire est le suivant :

Karl Liebknecht. — Rosa Luxembourg, par Emile Birkert. Un rappel de la vie et de l'activité de nos deux leaders aimés.

A la jeunesse ouvrière de l'univers ! Aux soldats et marins ! Un appel du C. E. de l'I. C. J. sur les dangers actuels de guerre.

La Vie des apprentis. Une étude détaillée de la vie des jeunes ouvriers en Allemagne, Suisse, Autriche, Tchéco-Slovaquie, Danemark, Amérique et Russie, avec les chiffres de leurs salaires, le pourcentage des apprentis employés et des renseignements de premier intérêt sur leurs conditions de vie dans le monde entier.

La lutte économique

a) *Offensive internationale contre la journée de huit heures.* Un tableau précis de la lutte menée par le capital contre la journée de huit heures, en Allemagne, Belgique, France, Pologne, Roumanie, avec un aperçu de la complicité des social-démocrates avec la bourgeoisie dans cette question ;

b) *Le chômage international.* Avec des chiffres sur le nombre de chômeurs en Allemagne (le jeune prolétariat d'Allemagne et sa lutte défensive), en Angleterre et en Tchéco-Slovaquie ;

c) *La bonne vie.* La consommation actuelle en Allemagne comparée à celle de 1914 ;

d) *L'exploitation de la jeunesse en Amérique ;*

e) *La protection de la jeunesse en Russie.*

Antimilitarisme

Comment est comprise la lutte contre le militarisme. Avec le chiffre des armements des vingt-sept pays du monde :

a) *Tchéco-Slovaquie :* Des chiffres instructifs sur le budget d'une république démocratique. Persécutions dans l'armée ;

b) *Angleterre :* La bastonnade dans la marine anglaise ;

c) *Yougoslavie :* Ce que coûtent des noces royales.

Dans l'Internationale des Jeunes

Dans l'Internationale des Jeunes :

a) *Yougoslavie :* Un succès moral de notre Fédération ;

b) *Irlande :* Quelques renseignements sur le mouvement des jeunes ;

c) *Espagne :* Le Congrès de constitution de la Fédération ;

d) *Roumanie :* La terreur bourgeoise et social-démocrate contre la fusion des Fédérations de jeunes roumaines ;

e) *Russie :* L'activité de la jeunesse communiste de Moscou ; les écoles en Azerbeïdjan ; nos Académies ouvrières ; l'Académie ouvrière « M. N. Prokowski » ; notre campagne d'hiver en Ukraine ; la liquidation de l'analphabétisme politique ;

f) *Inde :* La Bourgeoisie et les Intellectuels ; la classe paysanne ; les ouvriers industriels ; la situation économique ; la situation politique.

Appels

a) De la prison centrale de Kovno à l'Internationale Communiste des Jeunes ;

b) Des Fédérations de Tchéco-Slovaquie, Angleterre, France Italie à la Jeunesse ouvrière d'Autriche.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

Le Numéro 1 50 centimes

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	13 "	14 "
12 mois	26 "	28 "



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.